

Libération des soutiens aux réfugiés

A la mi août, les situations des réfugié-es à Paris restent des plus précaires.

A la suite de l'annonce par le gouvernement le 17 juin d'un plan d'urgence pour la mise à l'abri des réfugié-es, la ville de Paris et la Préfecture avaient confirmé rechercher des structures dans les semaines qui suivaient.

C'est afin de rappeler aux autorités leurs engagements que les réfugié-es du quai d'Austerlitz, toujours sans hébergement, ont manifesté le 5 août.

Pour d'autres réfugié-es qui étaient sur les campements du 18ème arrondissement et actuellement hébergé-es, les conditions de la mise à l'abri sont celles de l'entassement, de pénurie de produits pour se laver et d'un contrôle des personnes.

A la suite de la protestation de personnes hébergées sur une structure rattachée au Centre de rétention de Vincennes (!), ce sont les réfugié-es d'un centre d'hébergement Emmaüs dans le 14ème arrondissement qui ont décidé le 12 août de se mettre en grève de la faim.

Le soir même, quatre militant-es dont une camarade de SUD Culture Solidaires présent-es avec les réfugié-es dans ce centre ont été arrêté-es et placé-es en garde à vue sur l'accusation de séquestration de personne !

L'Union syndicale Solidaires réproouve cette politique cherchant à interdire les actions de solidarité envers les réfugié-es, alors que l'acharnement et la violence des forces de police à l'encontre des réfugié-es expulsé-es de la Porte de la Chapelle début juin ont provoqué un large mouvement de soutien qui se poursuit dans plusieurs arrondissements de Paris.

L'Union syndicale Solidaires exige l'arrêt des poursuites menées contre les militant-es, les autorités doivent respecter les droits de tous-tes les réfugié-es à un hébergement digne.

Paris, le 13 août 2015

**144 Bd de la Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**



Communiqué des migrants du centre Emmaüs-Solidarité du 47 rue Raymond Losserand - 75014 Paris

Lors de l'évacuation de la halle Pajol, le 28 juillet dernier, Pascal Brice, directeur de l'OFPPRA, nous a promis deux choses : un suivi de nos démarches et un hébergement correct. Nous avons alors été relogés au centre Emmaüs Solidarité de la rue Raymond Losserand.

15 jours plus tard, ces promesses n'ont pas été tenues.

Nul suivi de nos démarches n'a été entrepris. Si nous comparons notre situation légale à celle des migrants restés à la Chapelle, nous constatons qu'ils sont plus avancés que nous.

Nous avons décidé de commencer ce matin une grève de la faim pour protester contre les conditions indignes que nous subissons : absence de titres de transport, nourriture insuffisante et de très mauvaise qualité, interdiction de droit de visite, entre autres.

Nous sommes venus parce que dans nos pays il y a la guerre, nous sommes venus pour être considérés comme des hommes, nous sommes venus pour que nos droits soient respectés.

Aujourd'hui nous demandons : Où est le respect des droits de l'homme ? Où est le respect de la loi française ?

Nous voulons que le gouvernement prenne conscience de notre situation.

Nous exigeons que les promesses qui nous ont été faites, celle d'un suivi pour nos démarches et d'un hébergement correct (avec tout ce que cela comprend en termes de droits sociaux), soient respectées. Nous exigeons des explications en personne de la part de Pascal Brice, directeur de l'OFPPRA.

**144 Bd de la Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

